

COMMUNIQUE DE PRESSE du SE-UNSA

Grippe A : les personnels en attente d'informations

A l'issue d'une réunion de la cellule ministérielle de crise et des correspondants académiques « pandémie grippale », Luc Chatel a précisé les différents éléments du plan de prévention qu'il souhaite mettre en œuvre, dès la rentrée, dans l'éducation nationale.

Pour le SE-UNSA, cette grave question de santé publique doit évidemment être traitée avec sérieux et efficacité. Et cela d'autant que dans sa lettre aux Recteurs, le ministre précise « *que nous sommes au début d'une phase de circulation virale active au sein de la population scolaire* ». Mobilisation et vigilance d'une part, formation et information d'autre part sont indispensables pour faire face efficacement à une telle situation.

Si les annonces faites à destination de l'opinion publique et des familles sont de nature à favoriser une prise de conscience et une vigilance collective, pour le SE-UNSA la partie de ce plan qui concerne les personnels enseignants – mais aussi tous ceux qui travaillent dans les écoles et les établissements- est en l'état trop succincte.

Hormis les « gestes barrières » précisés dans la circulaire de la DGESCO en appui de la campagne de l'INPES, de nombreuses questions restent en suspens :

- Les conditions de prise en charge des élèves présentant des symptômes grippaux,
- Le matériel de protection mis à disposition des enseignants et des élèves (masques...)
- Les procédures de vaccination éventuelle
- Les conditions de l'organisation de la continuité administrative (permanences, ligne téléphonique ...)
- Les conditions de l'organisation de la continuité pédagogique (modalités et contenu des programmes diffusés, enseignants référents, liens avec les élèves et leurs familles....)

Les enseignants attendent des réponses concrètes et pragmatiques à ces questions pour que, dès la rentrée, les procédures soient clairement appréhendées par l'ensemble de la communauté éducative.

Pour le SE-UNSA, les réunions de prérentrée peuvent être un moment opportun pour traiter ces sujets. Dans le même temps, il nous semble urgent de réunir le Comité d'Hygiène et de Sécurité Ministériel ainsi que les CHS locaux.

Contact Presse :
Brigitte Biardoux
01 44 39 23 93

Paris, le 18 aout 2009

Christian CHEVALIER
Secrétaire Général du SE-UNSA